

Elena AOUN
Doctorante à l'IEP de Paris
Rattachée au CERI
lnaaoun@yahoo.com

LA CAMPAGNE CIVILE INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE PALESTINIEN : SOLIDARITE TRANSNATIONALE CONTRE LOGIQUE SECURITAIRE ? ¹

"Cœur de la blessure", la Palestine² est, peut-être, le "lieu où on peut penser la résistance (...) à cette mondialisation néolibérale qui est en train de se construire".³ Elle est en tout cas, à double titre, un terrain privilégié pour observer la "turbulence"⁴ théorisée par J. Rosenau, cet "état de fait où ce qui change se heurte à ce qui perdure"⁵ dans un contexte hautement complexe et dynamique qui se nourrit des interactions foisonnantes entre les multiples acteurs et structures de la scène post-internationale puis, à son tour, les alimente.

Tout d'abord la Palestine frôle le centre de gravité mondial du fait des liens unissant Israël et les Etats-Unis. Cette association place l'Etat israélien et les territoires occupés (TO) au cœur des courants puissants qui traversent la scène internationale en son pôle majeur, en particulier la contestation altermondialiste et le terrorisme. Ensuite les TO sont depuis la 2^{ème} Intifada un lieu où interagissent puissamment le monde stato-centré et celui multi-centré des acteurs non-étatiques.⁶ Dans un contexte de guerre, Israël fait revivre une vision réaliste

¹ Cette étude se base notamment sur les documents de première main disponibles sur le site de la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (www.missions-palestine.org): documents généraux, témoignages, carnets de route et comptes-rendus de missions, analyses, rapports et articles. Une recherche aussi complète que possible a été menée sur des bases de données de la presse francophone (Europresse) et anglophone (Lexis Nexis) afin de retrouver l'écho suscité par les missions de la CCIPPP (du 01.06.01 au 05.09.03). Une quinzaine d'entretiens ont été conduits à Paris auprès de responsables de la Campagne, de militants partis en mission et de diplomates. Deux biais sont à signaler: l'absence d'entretiens avec des militants de province, avec des partenaires palestiniens et israéliens de la CCIPPP, et avec des officiels de terrain; l'homogénéité, non intentionnelle, de l'échantillon de militants interrogés. Enfin, le choix a été fait de préserver l'anonymat de certains diplomates et des militants qui pourraient repartir en mission.

² Le choix d'une dénomination des territoires investis par Israël en juin 1967 comporte forcément une dimension politique. Lorsqu'il met en scène des acteurs, ce texte prend le parti de respecter leur expression. Dans les autres cas, il s'en tiendra à la désignation "territoires occupés", conformément à la version française de la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU (22 novembre 1967).

³ Entretien avec G., militante ayant participé à plusieurs missions (10 septembre 2003).

⁴ James Rosenau, *Turbulence in World Politics. A Theory of Change and Continuity*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 1990.

⁵ Cette interprétation est de Frédéric Charillon qui développe de façon synthétique l'approche de Rosenau. Frédéric Charillon, *Etats et acteurs non étatiques en France et en Grande-Bretagne dans la guerre du Golfe. Politique étrangère et stratégies non étatiques*, thèse pour le doctorat en science politique, IEP de Paris, 1996, p. 40.

⁶ Ces distinctions sont celles faites par Rosenau, *op. cit.*, p. 11. Pour une présentation synthétique, voir Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Science Po, 2003, p. 199.

classique des relations internationales avec le triptyque Etat, survie et anarchie.⁷ De l'autre côté, les Palestiniens revendiquent le droit à l'autodétermination, élément majeur du monde des Etats au XX^{ème} siècle. Cependant, ces logiques étatiques n'excluent pas l'affirmation de dynamiques caractéristiques du système multi-centré. Certaines sont traditionnelles, comme la tentative de mobiliser les diasporas et les opinions. Mais au-delà, un autre phénomène s'est imposé, celui d'une solidarité transnationale *active* qui, s'élevant contre la démarche sécuritaire d'Israël, s'est manifestée au niveau citoyen en faveur des Palestiniens. C'est dans ce cadre que s'inscrit la Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP).

Essentiellement humanitaire et développementale à l'origine, l'implication des acteurs non-étatiques sur l'échiquier israélo-palestinien devient plus politisée après l'invasion du Liban et les massacres de Sabra et Chatilla: *"c'est après 1982 que les ONG se sont multipliées sous forme de groupes de solidarité, se sont renforcées, fortifiées, mieux organisées, de sorte que petit à petit elles se sont introduites dans la réflexion politique et ont essayé de faire comprendre qu'elles ne pouvaient pas (...) agir simplement au niveau de la solidarité et de l'aide financière, sans participer à une solution de ce conflit"*.⁸ La première, puis la deuxième Intifada qui sanctionne l'échec du processus de paix initié en 1991-1993 ont été deux autres étapes de cette politisation.

Il semble qu'en France, où les militants s'étaient quelque peu démobilisés pendant le processus de paix, l'événement le plus traumatique ait été l'élection d'Ariel Sharon en février 2001. Devant la dégradation de la situation et la *"forfaiture"*, la *"complicité"* ou le *"manque de volonté"*⁹ de la communauté internationale, un sentiment d'urgence saisit les "vieux routiers" de la cause palestinienne. Au travers de leurs réseaux, ils lancent une initiative nouvelle: ainsi naît la CCIPPP en juin 2001, par une première mission qui conduit sur le terrain plusieurs figures du mouvement social français.¹⁰

Fondée sur l'envoi de missions civiles dans les TO, la CCIPPP acquiert une nouvelle visibilité au printemps 2002, durant l'opération *Defensive Shield* lancée par Israël suite à l'intensification des attentats-suicides. Les volontaires ou "internationaux" de la 11^{ème} mission multiplient des actions de protection ponctuelles et certains d'entre eux parviennent à pénétrer dans Ramallah pour se constituer "boucliers humains" dans la Mouqataa où est retranché Y. Arafat. Cet épisode marque la première collision frontale entre les autorités israéliennes et les internationaux, collision qui induira un changement de la politique israélienne vis-

⁷ Soit la centralité de l'Etat à la fois comme objet et sujet d'une lutte armée pour la survie dans un monde hobbesien. Sur le thème du *Essential Realism*, voir Timothy Dunne, *Realism*, in John Baylis & Steve Smith, *The Globalization of World Politics. An Introduction to International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 1997, pp. 114-119.

⁸ Ainsi s'exprimait Jean-Marie Lambert, directeur du Comité International de coordination des ONG sur la Palestine dans le cadre d'un colloque tenu en 1989, in Association 'Pays de Loire-Gaza-Jérusalem', *Rôle des ONG et des associations dans le processus de paix au Moyen-Orient, Colloque du 15 octobre 1989 à Nantes*, 1989, pp. 11-12.

⁹ "La CCIPPP... Qu'est-ce que c'est ?", site de la CCIPPP, www.missions-palestine.org/Organisation/Présentation_Fr/index.php.

¹⁰ Pour une relation succincte de la naissance de la CCIPPP, voir Les membres de la 11^{ème} mission et José Bové, *Retour de Palestine*, Paris, Fayard, Mille et une nuits, 2002, pp. 13-15.

à-vis des missions civiles. Conjugué aux aléas de la situation sur le terrain, ce changement semble avoir contribué à une évolution significative de la stratégie et de l'action de la CCIPPP.

Dans l'intention de comprendre la place de cette mobilisation transnationale dans un tel conflit et de jauger sa capacité d'influence, cette étude commencera par une analyse de ce qu'est et fait la CCIPPP et de la façon dont elle s'inscrit dans la mouvance altermondialiste. Après un retour sur la confrontation du printemps 2002 visant à discerner l'impact qu'ont pu avoir les internationaux sur l'issue de la crise, ce texte s'attachera à rendre compte des évolutions que connaît, depuis, la CCIPPP et à réfléchir sur leur apport.

La CCIPPP: "solidarité nouvelle, nouvel internationalisme".¹¹

La CCIPPP procède d'une dynamique particulière de la globalisation:¹² l'altermondialisme. Alors que depuis plusieurs décennies les *sovereignty-free actors*,¹³ dans leur infinie diversité, investissent la scène internationale, une catégorie distincte s'est affirmée à la faveur du contexte de l'après-guerre froide: celle des acteurs qui, portés par une citoyenneté altruiste,¹⁴ militent pour des causes d'intérêt général transcendant les frontières. Ces acteurs ont acquis une importance et une visibilité accrues au cours des années 1990, notamment au travers de la routinisation de leur mise en réseau comme moyen de pression sur la politique mondiale.¹⁵ Dans une conjoncture où Etats et institutions internationales peinent à définir et à résoudre les problèmes globaux, la montée en puissance de ces acteurs débouche sur une contestation de la mondialisation dont l'idée "*est étroitement liée à celle d'économie de marché et donc au libéralisme économique*".¹⁶ Un premier jalon est posé à Seattle, lors de la réunion de l'OMC en novembre 1999 puis un autre à Porto Alegre lors du premier "Forum social mondial" (janvier 2001), la particularité du phénomène "*n'[étant] pas tant le principe que la*

¹¹ Ceci est le titre de l'introduction de Michel Warschawski, directeur du Centre d'information alternative de Jérusalem, au livre qui raconte la 18^{ème} mission, in Catherine Alcouloumbre & Laurent Baudoin, *Choses vues en Palestine. Campagne Civile pour la Protection du Peuple Palestinien*, Paris, Le temps des cerises, 2003, pp. 7-21.

¹² Pour une analyse lapidaire de la mondialisation, voir Thierry de Montbrial, "Le Monde au tournant du siècle", *Ramsès 2000*, pp. 13-35; Jan Aart Scholte, "The Globalization of World Politics", in John Baylis & Steve Smith, *op. cit.*, pp. 13-30.

¹³ Selon la distinction faite par Rosenau "*states are conceived to be sovereignty-bound actors, while multinational corporations, ethnic groups, bureaucratic agencies, political parties, subnational governments, transnational societies, international organizations, and a host of other types of collectivities are called sovereignty-free actors*", James Rosenau, *op. cit.*, p. 36.

¹⁴ Sur le thème de *Altruistic citizenship*, voir James Rosenau, *Along the Domestic-Foreign Frontier: Exploring Governance in a Turbulent World*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, pp. 290-292.

¹⁵ Voir notamment Cyril Ritchie, "Coordinate? Cooperate? Harmonise? NGO Policy and Operational Coalitions", in Thomas G. Weiss & Leon Gordenker (ed.), *NGOs, the UN and global governance*, Boulder and London, Lynne Rienner Publishers, 1996, pp. 177-188; Margaret Keck & Kathryn Sikkink, *Activists beyond Borders. Advocacy Coalitions in International Politics*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1998; Ariel Colonomos, "Sociologie des réseaux transnationaux", in Ariel Colonomos (Dir.), *Sociologie des Réseaux transnationaux. Communautés, entreprises et individus: lien social et système international*, Paris, L'Harmattan, 1995, pp. 21-69.

¹⁶ Thierry de Montbrial, *op. cit.*, p. 14.

coïncidence temporelle d'un grand nombre d'actions internationales, la conscience que toutes ont à voir avec l'organisation de la mondialisation, et, de fait, une solidarité dans l'action au-delà des frontières thématiques".¹⁷

Dans une illustration du pouvoir du *skillful individual* auquel Rosenau n'hésite pas à donner une place centrale,¹⁸ les "routiers" de la question palestinienne en France, tous plus ou moins engagés dans les mouvements sociaux, cherchent à traduire ce mouvement contestataire sur le terrain palestinien. Forts d'une expérience acquise en 1998 au travers d'une première action, la "Campagne pour le droit au retour des Palestiniens", ils décident de faire appel à la société civile.¹⁹ Des associations phares du mouvement social entendent l'appel, suivies par de simples citoyens: ainsi, au nom de la solidarité contre toutes les injustices et toutes les exclusions, *"[avec] le mouvement altermondialiste qui commence, (...) d'un seul coup la Palestine peut réintégrer tout cet ensemble... elle réintègre le monde en fait, elle n'est plus quelque chose à part".²⁰* Cela est d'autant plus vrai que des quatre coins du monde un mouvement similaire converge simultanément vers les TO,²¹ d'où les ONG locales avaient déjà lancé un appel.²² Commentant la multiplication de ces mouvements, Y. Boussouma explique: *"Je crois que c'est un besoin qui s'est fait ressentir, pratiquement au même moment. (...) La seconde Intifada a joué un grand rôle (...) et donc on a assisté à un processus de maturation... qui s'est fait... un peu comme l'évolution des espèces (...)".²³* Ce processus de maturation se précipite avec le drame du 11 septembre 2001 qui délégitime la résistance palestinienne et avec la réaction américaine divisant le monde en axes du bien et du mal. De nombreux militants semblent avoir été très affectés par cet épisode qui leur fait redouter les pires dérives. Ils refusent de cautionner l'idée de deux camps, de deux identités irréconciliables, de même qu'ils s'opposent à la négation du droit des Palestiniens à résister contre l'occupation.²⁴

¹⁷ Pierre Jacquet, "La Gouvernance globale à l'épreuve des contestations", *Ramsès 2002*, pp. 73-89.

¹⁸ Le *skillfull individual* transparaît constamment dans l'ouvrage *Turbulence in World Politics*, *op.cit.*, et de façon plus resserrée dans le 14^{ème} chapitre "Individuals" de l'ouvrage *Along the Domestic-Foreign Frontier*, *op. cit.*, pp. 275-298.

¹⁹ "Nous voulions capter les énergies des militants déjà engagés sur la question de Palestine mais aussi des individus, de ce que nous pensons être ce vivier naturel et inexploité, ces milliers de personnes qui ont entendu parler de la Palestine (...) et qui pensent avoir leur mot à dire", précise un membre fondateur et coordinateur de la CCIPPP, Youssef Boussouma; entretien du 11 juillet 2003.

²⁰ Entretien avec G. (10 septembre 2003).

²¹ Voir Isabelle Avran, "Relance du mouvement pacifiste: Les nouveaux internationaux", *Le Monde Diplomatique*, Mars 2002.

²² "Des ONG palestiniennes (...) ont lancé au printemps 2001 (...) un appel urgent à constituer une force de protection civile et de solidarité puisque l'interposition gouvernementale ou internationale leur était refusée dans cette Intifada brutale qui avait commencé. Et donc ça a été un appel à la société civile lancé par les ONG"; entretien avec F., militante ayant participé à plusieurs missions (10 septembre 2003).

²³ Entretien avec Y. Boussouma (11 juillet 2003).

²⁴ Une militante explique "Après le 11 septembre et les discours de Bush, j'ai senti le besoin d'y aller moi aussi, j'étais prise d'une angoisse. Je me suis dit que je ne voulais pas regarder cela en spectatrice"; entretien avec F. (10 septembre 2003).

Bernard Ravenel, en conclusion du livre de la 18^{ème} mission, note que "l'enjeu politique central de cette mission est surdéterminé par le contexte créé par l'après 11 septembre. Se trouvant sur place

Au niveau des principes et des objectifs, la CCIPPP est une version assagie du mouvement altermondialiste auquel on a pu reprocher sa capacité à contester plutôt qu'à proposer. Bien ancrée dans les valeurs promues par la société civile internationale et le système onusien, elle défend l'idée d'une "paix juste et durable". Ce slogan répété en vain par les acteurs du conflit depuis plusieurs décennies prend un sens nouveau dans la bouche des militants dans la mesure où ils proposent un mode d'emploi sans équivoque: l'application des résolutions de l'ONU restées lettre morte depuis 1967 et l'envoi d'une force de protection.²⁵ Dans un contexte d'abdication des Etats, alors que le peuple palestinien leur semble menacé du pire, l'idée part de la conviction que *"Ici et en Palestine, nous pouvons agir"*.²⁶ L'ambition est *"[d]'observer, témoigner et intervenir pacifiquement dans des actions de résistance à l'incroyable déni de droits subi par le peuple palestinien"*,²⁷ puis de revenir et d'interpeller opinions et gouvernements.

Autre signe des temps, l'organisation et le fonctionnement de la CCIPPP et de ses missions. Les initiateurs de la Campagne n'ont pas voulu créer une énième association mais un cadre d'action fédérateur qui offre tant aux militants "classiques" (d'associations, de partis, de syndicats ...) qu'aux personnes n'ayant eu aucun engagement antérieur la possibilité de traduire concrètement leur solidarité avec les Palestiniens.²⁸ La CCIPPP n'est donc qu'une association de fait,²⁹ formule qui semble convenir à une large partie des militants qui y voient une condition même de leur engagement.³⁰ Elle s'appuie sur les réseaux au sein desquels

neuf mois après, la mission a été à même de mesurer comment la Palestine est devenue un laboratoire d'expérimentation de la guerre globale contre le terrorisme, voulue conjointement par les Etats-Unis et Israël", Catherine Alcouloumbre & Laurent Baudoin, *op. cit.*, p. 181.

Un écrit très vigoureux illustre l'état d'esprit qui s'est affirmé au sein du courant altermondialiste après le 11 septembre, en réaction à la stratégie adoptée par l'administration américaine, à savoir le soutien quasi-total aux offensives israéliennes dans les TO et la guerre en Afghanistan puis en Iraq: Ilan Halevi, *Face à la guerre. Lettre de Ramallah*, Paris, Sindbad – Actes Sud, 2003.

²⁵ "Nos organisations agissent en faveur d'une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, dans des Etats aux frontières sûres et reconnues; en faveur de la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien et de l'application des résolutions de l'ONU; en faveur de l'envoi d'une force internationale de paix et de protection en Palestine" explique un appel du MRAP, co-signé entre autres par la CCIPPP. *News Press*, 26 février 2002.

²⁶ "La CCIPPP... Qu'est-ce que c'est ?", voir note 9.

²⁷ "La CCIPPP... Qu'est-ce que c'est ?", voir note 9.

²⁸ Sur ces choix, voir l'interview de Nahla Chahal édité dans le journal de l'AFSP "Pour la Palestine" de juillet 2002 et mis en ligne sur le site de la CCIPPP, <http://www.protection-palestine.org/Informations/Analyses/NChahal.php>.

²⁹ Cependant, la question de l'institutionnalisation se pose: *"Il y a des groupes dans les régions qui se sont constitués association 1901, entre autres pour pouvoir avoir des soutiens des municipalités (...) C'est une évolution qu'on n'a pas choisie (...) maintenant on est en train de réfléchir à la création d'une sorte de confédération des CCIPPP parce que ça s'est créé partout en France, et même en Suisse et même en Espagne, au pays Basque..."*, entretien avec Nahla Chahal, membre fondateur et coordinatrice de la CCIPPP (15 septembre 2003).

³⁰ Presque tous les militants interviewés ont souligné le caractère attractif de la souplesse de la CCIPPP et de l'absence de toute contrainte, hormis les principes définis par l'appel et la Charte, ce qui permet à des gens de tout âge, de toute nationalité, de toute origine, de toute profession, de toute inclination politique (démocratique), de participer aux missions. Tout en reconnaissant la réalité de la problématique de l'institutionnalisation – *"comment rester un mouvement citoyen en restant un mouvement fort ?"* – une militante affirme "... je suis partie dans les missions civiles parce

gravitent ses membres fondateurs et les associations et organisations qui ont rallié son initiative, et sur les citoyens interpellés par son action. Mais le réseau ne s'arrête pas aux frontières françaises et s'étend dans plusieurs pays européens.

Indépendante de toute formation politique, la CCIPPP s'enorgueillit de fonctionner exclusivement sur le bénévolat: les membres des missions assument entièrement le coût de leur voyage et de leur séjour, et les frais de secrétariat sont couverts par des dons privés. Peu hiérarchisée, la Campagne se veut la plus horizontale et "aérienne"³¹ possible, à tel point qu'il est difficile d'en obtenir un schéma d'organisation précis. Les militants interrogés non seulement ne connaissent pas les rouages de la CCIPPP mais s'en désintéressent complètement, estimant que c'est justement ce cadre flou et souple qui leur permet d'exprimer au mieux leur solidarité. En recoupant les explications, il semble qu'au centre existent quatre ensembles qui se recoupent partiellement: un noyau historique; les coordinateurs; un groupe logistique; une instance de coordination des représentants régionaux. En province, des correspondants s'occupent de relayer la CCIPPP notamment pour le recrutement. Ce dernier se fait en plusieurs étapes: inscription des militants par Internet, premier "test" par téléphone suivi d'une entrevue avec le correspondant. Si ces deux étapes sont concluantes, le candidat est invité à participer à une journée d'information et de formation.³² Interrogés sur les critères de recrutement, les coordinateurs insistent sur l'impératif d'adhésion aux principes et aux objectifs inscrits dans la Charte³³ qui doit être signée par les candidats au départ, puis sur les qualités de sang-froid. S'il n'y a aucun souci d'orientation politique pourvu que les militants soient démocrates, il existe par contre une anxiété quant à l'infiltration: infiltration par des "agents" israéliens mais aussi par des "exaltés", "des "extrémistes" ou des "antisémites". Sur ce point, les témoignages sont sans ambiguïté: bien sûr quelques rares personnes ont manifesté une envie d'en découdre avec les Israéliens et d'autres ont laissé sourdre une forme d'antisémitisme, mais ces cas isolés ont été contenus par la dynamique de groupe, des groupes où se côtoient des citoyens de toute origine religieuse déterminés à démontrer que les clivages ne suivent pas les contours des communautés.

Ces règles fondamentales posées, une très grande liberté est laissée aux missions, mais toujours dans le cadre de la Charte qui recommande, entre autres, la solidarité de groupe et le respect des décisions collectives, le refus des provocations et l'attachement à une attitude pacifique, la responsabilité vis-à-vis de la population locale, l'observation des consignes données par le parrain ou

que c'était d'abord civil et citoyen. Sinon ce n'est pas sûr que j'y serais allée"; entretien avec D., militante ayant participé à plusieurs missions (18 septembre 2003).

³¹ Entretien avec Y. Boussouma (11 juillet 2003).

³² Réaffirmation des objectifs politiques, préparation pratique au terrain et au départ, indications de lecture, rappel de la responsabilité des candidats par rapport au groupe et à ses partenaires, initiation aux méthodes de non-violence en situation de guerre tels sont les principaux objectifs de cette journée qui ressortent de l'entretien avec Y. Boussouma (11 juillet 2003). Mais il semble que cette procédure n'ait pas été mise en place dès le début et qu'elle ne soit pas systématique, notamment pour les militants appartenant aux réseaux militants classiques ou qui ont déjà participé à des missions.

³³ Voir http://www.missions-palestine.org/Organisation/Charte_Fr/index.php.

partenaire local (membre d'une ONG le plus souvent palestinienne).³⁴ Les missions ne reçoivent pas d'instructions et s'organisent librement. Un coordinateur est généralement désigné avant le départ et un programme fixé en concertation avec les partenaires locaux, mais c'est la situation sur le terrain qui dicte en dernier recours le déroulement des missions. A l'image de la CCIPPP elle-même, ses missions privilégient la flexibilité: il n'est pas rare de voir un groupe se scinder pour répondre à différentes sollicitations, chaque sous-groupe partant là où l'appellent ses sensibilités. En tout état de cause, chaque fois qu'un choix est à faire, le libre arbitre des militants semble être respecté.

Un des traits saillants des missions est leur capacité à s'intégrer à des actions initiées par d'autres groupes. Les exemples abondent: exercices de formation aux actions directes non violentes dispensés par *International Solidarity Movement (ISM)*,³⁵ manifestations en Israël avec les Femmes en Noir ou avec d'autres pacifistes israéliens ou internationaux. Les occasions de rencontre et d'échange sont fréquentes, la mixité et l'entraide entre internationaux fortes: les actions des uns et des autres sont ouvertes à tous les volontaires, on se serre dans les bus, on grossit les rangs d'une manifestation, on se soude pour bloquer l'entrée d'un hôpital... Et dans cet entrecroisement des personnes et des actions, une forme de citoyenneté transnationale se tisse au quotidien.³⁶

Plus concrètement, les actions des volontaires de la CCIPPP puisent à tous les répertoires d'action forgés par les années de militantisme et les expériences diverses dont se prévalent nombre de ses membres et partenaires. Pour ne citer que quelques éléments mis en avant sur le site de la CCIPPP, on pourrait énumérer: la participation aux manifestations pour la paix; l'accompagnement des paysans palestiniens dans leurs champs pour la récolte des olives; l'occupation de maisons menacées de démolition; les permanences dans les hôpitaux; la couverture des ambulanciers. Mais aussi des projets culturels, humanitaires et sociaux, des tentatives de médiation entre Palestiniens et soldats israéliens, des ébauches de dialogue avec les conscrits de Tsahal; l'information des médias, l'instruction et la diffusion d'enquêtes et de dossiers...³⁷ Et la liste s'allonge au fur et

³⁴ Dans le cadre d'une réflexion critique sur la CCIPPP, Marc Knobel constatait que *"la charte ainsi énoncée, l'engagement réitéré, l'attitude toute spartiate ou/et extrêmement disciplinée et militante montre à quel point les hommes qui adhèrent et soutiennent un tel projet sont déterminés à défendre la cause palestinienne. Il faut admettre qu'il est rare de trouver une telle fermeté, une telle résolution dans l'engagement. La préparation minutieuse, les axes et buts sont parfaitement définis et les méthodes utilisées relèvent d'une presque parfaite stratégie de communication"*, Marc Knobel, *"La Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP): un militantisme pro-palestinien extrême et particulièrement discipliné"*, 22 octobre 2002, diffusé sur le site du CRIF http://www.crif.org/index.php?menu=5&dossier=20&id_doss=337). Il semble toutefois que la clarté de la Charte soit vécue par les militants comme une protection contre tout dérapage: plus qu'une stratégie de communication, elle est d'abord un code de bonne conduite qui lie les militants.

³⁵ ISM, créé en août 2001, est le pendant anglo-saxon de la CCIPPP.

³⁶ Y. Boussouma en donne une expression spontanée en assurant: *"Il a fallu que j'aille en Palestine pour comprendre ce qu'était l'Europe et ce que l'Europe pouvait représenter pour les Palestiniens"*; entretien du 11 juillet 2003.

³⁷ Voir par exemple: CCIPPP, avec le soutien de la FIDH, "Rapport d'une mission internationale d'information. Naplouse, Jénine, avril 2002", http://www.missions-palestine.org/Missions/Compte_Rendus/FIDH_CCIPPP.pdf; MDM et FIDH, "Opération 'Mur de protection', Naplouse. Mission d'enquête conjointe MDM-FIDH, Cisjordanie, 28 avril au 5 mai 2002,

à mesure que les initiatives personnelles se multiplient. Puis au retour, tout un travail de témoignage et d'interpellation des autorités, françaises et européennes, chacun dans la mesure de ses possibilités. La CCIPPP se contente d'être informée et demande simplement aux militants d'alimenter son site par des récits, des témoignages, des photos...³⁸

Les bras de fer entre logique d'Etat et solidarité transnationale.

Telle est donc la CCIPPP, "*fragment de la société civile internationale*":³⁹ réticulaire, flexible, bien nantie en répertoires d'action éprouvés, motivée et sûre de son combat. Aux côtés d'autres mouvements citoyens, elle investit le terrain, cherche à rompre le "confessionnal", la "terrible solitude des Palestiniens", à introduire un regard tiers dans le tête-à-tête meurtrier.⁴⁰ Après cette présentation de la CCIPPP, il serait intéressant de s'interroger sur son apport dans ce conflit que les Etats ne parviennent pas à enrayer, en distinguant l'épisode de la Mouqataa et son "après".

A – Le siège de la Mouqataa : la société civile dans la guerre.

Les premiers membres de la 11^{ème} mission arrivent le 27 mars 2002. Le même jour, s'inscrivant dans l'inextricable cycle des violences, un attentat-suicide fait près de 20 morts et 120 blessés à Netanya. Israël décide de lancer une offensive de grande envergure dans les TO pour "*détruire le terrorisme sous tous ses aspects*" et isoler complètement Y. Arafat considéré comme étant "*à la tête d'une coalition terroriste*".⁴¹ *Defensive Shield* se traduit par une réoccupation des grandes villes de Cisjordanie, notamment Ramallah où Y. Arafat est enfermé dans la Mouqataa depuis décembre 2001. La 11^{ème} mission se retrouve en pleine guerre. Au péril de leur vie sans doute, plusieurs groupes parviennent à pénétrer dans Ramallah.⁴² Là, "*Ils ont discuté sous la canonnade. Ils étaient là pour protéger les gens. Mais comment faire face aux blindés, aux avions de chasse et aux hélicoptères d'attaque? Ils ont repensé à la stratégie non-violente enseignée par Ghandi et Martin Luther King. Ils ont décidé, pour la première fois dans l'histoire, de l'appliquer dans un cadre de guerre chaude. Au milieu des tirs, ils sont sortis de leurs abris,*

<http://www.missions-palestine.org/Informations/Dossiers/Naplouse/FIDHMDM.pdf>; "Yanoun: rapport Janvier – Février 2003", <http://www.missions-palestine.org/Informations/Dossiers/Yanoun/index.php>.

³⁸ Un *debriefing* est généralement prévu pour les retours de mission, les militants ayant besoin d'extérioriser une expérience qui s'avère traumatisante pour un grand nombre d'entre eux. Il est intéressant de noter que certains groupes partis en mission se sont constitués à leur retour en "confréries de missions".

³⁹ Selon l'expression de Bernard Ravenel, président de l'Association France-Palestine Solidarité, in Catherine Alcouloumbre & Laurent Baudoin, *Choses vues en Palestine...* *op. cit.*, p. 182.

⁴⁰ Ces expressions sont celles de Y. Boussouma, entretien du 11 juillet 2003. A l'instar d'autres militants, il a beaucoup insisté sur le poids du "regard tiers".

⁴¹ Il s'agit de déclarations faites par le Premier ministre israélien, A. Sharon, telles que rapportées dans *Le Monde*, 30 mars 2002.

⁴² La 11^{ème} mission, composée de 52 Français et 21 Suisses arrivés en plusieurs groupes, n'est pas monolithique; ses membres se séparent en groupes plus ou moins autonomes. Ce récit s'attache à ceux parvenus à rejoindre Ramallah entre le 28 et le 31 mars. Pour une narration retraçant le parcours des différents groupes, voir Les membres de la 11^{ème} mission et José Bové, *op. cit.*

mains en l'air, chiffon blanc au-dessus de la tête. Ils ont avancé vers les soldats. Et ça a marché".⁴³ Le 30, certains réussissent à apporter des médicaments et une trousse chirurgicale dans la Mouqataa alors que d'autres accompagnent les ambulanciers dans leurs diverses missions. Le 31, une partie du groupe décide de retourner dans la Mouqataa parce que *"l'urgence c'est d'aller au QG d'Arafat pour protéger les quatre cents Palestiniens qui y sont enfermés"*,⁴⁴ ils y parviennent et nombre d'entre eux restent jusqu'au 1^{er} mai.⁴⁵ Le siège est symboliquement rompu, d'autant plus qu'Israël avait interdit l'accès de la zone aux journalistes: les Palestiniens et leur Autorité ne sont plus seuls et les médias du monde entier rendent compte de l'événement... avant de se retourner vers les diplomaties. Ce sont d'ailleurs elles qui finalement feront lever le siège, sous certaines conditions, un mois plus tard.

Pourtant, enfermés à l'intérieur, les internationaux ne ménagent pas leur peine. Ils publient une série de communiqués et d'appels,⁴⁶ restent en contact constant, par téléphone portable, avec les groupes restés à l'extérieur, avec les médias⁴⁷ et parfois les consulats. Ils tentent de délivrer des lettres aux diplomates de passage. Mais à aucun moment ils ne sont associés à une discussion diplomatique ou ne semblent faire l'objet d'une négociation entre Israël et les Etats dont ils sont ressortissants. Objectivement, la crise de la Mouqataa a été entièrement gérée par les diplomaties, en particulier celles du tandem Israël/Etats-Unis. Les brèves visites à Y. Arafat de C. Powell et d'A. Zinni ont été certainement plus concluantes que 30 jours de solidarité. Comme le rappelle N. Zvili, ambassadeur d'Israël en France, cette mobilisation a peut-être créé ponctuellement un problème pour Israël, mais elle n'a pas changé sa politique.⁴⁸ Si l'on mesure l'action à l'aune des revendications des internationaux telles qu'exprimées le 5 et le 9 avril –fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, application immédiate de toutes les résolutions des Nations Unies et de la 4^{ème} convention de Genève, mise en place d'une force internationale de protection du peuple palestinien, évacuation immédiate de Ramallah et levée du siège imposé au palais présidentiel⁴⁹– on est très loin du compte. Aucune revendication n'a été satisfaite, aucun Etat n'a été convaincu de l'urgence d'agir selon les lignes tracées par les internationaux. Ce qui ne revient pas à dire que cette politique fait l'unanimité au sein de la communauté internationale, mais le

⁴³ Les membres de la 11^{ème} mission et José Bové, *op. cit.*, p. 12.

⁴⁴ Les membres de la 11^{ème} mission et José Bové, *op. cit.*, p. 79.

⁴⁵ Pour un témoignage de ce que fut ce mois à l'intérieur de la Mouqataa, dans ses bons et mauvais aspects, lire le livre de Samir Al-Assi; David Lallemand, *A côté d'Arafat dans Ramallah assiégée. Journal d'une mission civile*, Bruxelles, Editions Labor, 2002.

⁴⁶ Voir "Communiqués d'avril et mai 2002", http://www.missions-palestine.org/Informations/Temoignages/C_Moukata.php.

⁴⁷ Voir notamment les témoignages recueillis par Mouna Naïm, du Monde, "Récits du 7 au 25 avril 2002", http://www.missions-palestine.org/Informations/Temoignages/T_Moukata.php.

⁴⁸ "Quand il y a des actes qui s'identifient avec ce que représente Arafat et ce groupe [autour de lui qui continue à diriger les mouvements terroristes], ça crée un problème pour l'Etat d'Israël, mais ça ne change pas la politique d'Israël. C'est-à-dire que lorsque José Bové sort enlacé avec Arafat, c'est une image à la télévision (...) Mais ça n'a changé en rien la politique de l'Etat d'Israël vis-à-vis d'Arafat. Ce qui peut changer la position de l'Etat d'Israël ce sont les positions d'Arafat"; entretien avec N. Zvili (3 septembre 2003).

⁴⁹ Voir le Communiqué du 5 avril "Appel des 40 internationaux de la Moukata'a" et celui du 9 avril "Aux Présidents et chefs d'Etats Européens" (lien dans la note 46).

monde stato-centré a ses propres sensibilités et stratégies, et il évolue dans une autre échelle temporelle: les diplomaties font ce qu'elles pensent pouvoir faire, au fur et à mesure.⁵⁰ Et ce sont elles qui comptent en dernière instance.⁵¹

Faut-il en conclure que l'action des internationaux a été inutile? Si personne ne se hasarde à donner une réponse définitive en l'absence de certitude quant aux intentions israéliennes initiales, militants et diplomates s'accordent à dire que la présence des volontaires a quand même été un paramètre qu'Israël a dû prendre en compte, même si son impact est difficile à isoler et à mesurer. Les internationaux parlent volontiers de grain de sable qui aurait grippé la machine de guerre israélienne, rompu l'effet de surprise de l'offensive contre Y. Arafat et braqué les projecteurs médiatiques sur la scène.⁵² Ce qui est observable, c'est que le niveau de violence autour de la Mouqataa a considérablement baissé après l'arrivée des internationaux et que les Israéliens n'ont pas donné l'assaut. Un agent du Quai d'Orsay estime que les missions *"ont réellement contribué (...) à éviter une escalade supplémentaire pendant le siège et à paralyser un petit peu l'action de l'armée israélienne. (...) On peut dire que c'est un facteur de modération (...)"*.⁵³ Partant de ces appréciations, il semble possible de postuler que la présence d'internationaux dans les murs de la Mouqataa a élevé le coût politique d'un éventuel assaut auquel les diplomaties occidentales étaient fermement opposées.

Sans illusion sur leur poids, les internationaux quant à eux placent l'essentiel de leur succès au niveau symbolique: *"En se transformant en boucliers humains, ils ont sauvé l'avenir. Ils ont prouvé aux Palestiniens que le reste du monde ne les laissait pas tomber. Ils ont pris des risques inouïs et les Palestiniens l'ont su (...) Par ce geste insensé, ils ont enrayé la logique d'affrontement entre d'un côté la civilisation arabo-musulmane et de l'autre la judéo-chrétienne, dans laquelle tous les fous de Dieu du monde rêvent de nous entraîner. Ils ont montré aux Palestiniens, qui, dans leur immense majorité, n'aspirent qu'à vivre tranquilles, ce que peut obtenir la 'société civile'."*⁵⁴

B – Les malentendus de l'après-Mouqataa

⁵⁰ "Les données du conflit font que l'implication de la communauté internationale (...) sur le plan politique et de la résolution des conflits, n'a pas réussi à appliquer des méthodes qui ont démontré leur efficacité ailleurs. (...) Notre objectif en tant que France et en tant qu'Union Européenne, est de développer justement un mécanisme de supervision internationale d'un processus de paix (...) C'est un principe qu'on a réussi à faire accepter dans la feuille de route du Quartet dont la mise en œuvre reste assez embryonnaire..." explique, pour illustrer la logique française, un agent du Ministère des affaires étrangères; entretien du 17 juillet 2003.

⁵¹ "En général s'il y a une pression qui peut être efficace sur l'Etat d'Israël, sur le gouvernement israélien, sur l'Autorité palestinienne, ce sont les pressions de pays, les pressions d'Etats, les pressions des gouvernements", assure N. Zvili; entretien du 3 septembre 2003.

⁵² "Quand on a un plan de liquidation de quelqu'un comme Arafat, on ne peut pas trainer. C'est l'effet de surprise qu'ils [les Israéliens] auraient recherché. Il est certain que durant les 48 premières heures, alors qu'ils assiégeaient la Mouqataa il y avait déjà une quarantaine d'internationaux (...) Après c'était trop tard. Il y avait des témoins de l'intérieur, qui étaient des Occidentaux (...) en contact avec la presse – et ça c'est le 2^{ème} apport", explique Nahla Chahal; entretien du 15 septembre 2003.

⁵³ Entretien avec un agent du Ministère des affaires étrangères français (17 juillet 2003).

⁵⁴ Les membres de la 11^{ème} mission et José Bové. *op. cit.*, p. 12-13.

L'offensive de mars 2002 lancée, les Israéliens deviennent extrêmement méfiants vis-à-vis des internationaux:⁵⁵ premiers blessés, fermeture des barrages, refoulement dès l'arrivée à l'aéroport Ben Gourion, contrôles, arrestations, expulsions.⁵⁶ L'immunité que confèrent les passeports étrangers tombe en même temps qu'Israël déclare zone de guerre les territoires où il intervient. Les "opérations choc" de la Mouqataa et de l'Eglise de la Nativité à Bethléem où un groupe de militants d'ISM s'introduit par surprise le 2 mai auprès de Palestiniens assiégés⁵⁷ dégradent davantage la relation entre Israël et les internationaux. Ces derniers s'élèvent contre la "criminalisation" de leur action et s'opposent au sort qui leur est fait, se tournant vers les tribunaux israéliens.⁵⁸ Mais les décisions de justice soutiennent les autorités: *"le tribunal a dit que l'entrée sur le territoire était soumise aux décisions souveraines de la sécurité nationale. Donc c'est le ministère intérieur qui décide quelles que soient les situations, en dernier ressort"*, soupire une militante.⁵⁹ De plus, les pays d'origine ne semblent pas désireux de cautionner l'action de leurs ressortissants. La France, en dépit de nombreuses démarches de la CCIPPP demandant que soit exigé d'Israël le respect des accords de libre circulation entre les deux pays, ne semble avoir donné que des suites verbales sans impact perceptible.

Les militants attribuent généralement ce changement d'attitude israélien à la volonté de décourager et de tarir le flot des internationaux et contestent l'argument sécuritaire. *"Notre action non seulement est légale, mais nous avons le droit d'aller dans les territoires occupés. L'argument sécuritaire est totalement fallacieux. Nous ne voyons pas la sécurité de qui on peut mettre en péril. Au contraire, nous sommes là-bas pour faire baisser le niveau de violence, par notre présence"*, s'insurge Y. Boussouma.⁶⁰ La réalité est sans doute plus complexe. D'abord, et en dépit de l'épisode de la Mouqataa, les officiels israéliens sollicités à Paris, et notamment l'ambassadeur N. Zvili, assurent ne pas connaître la CCIPPP en tant que telle. Par contre ils connaissent bien ISM dont les méthodes anglo-saxonnes de *"non-violent direct action"* sont plus offensives. et il n'est pas impossible que les griefs accumulés par les Israéliens contre ce mouvement déteignent négativement sur la CCIPPP. En effet, les Israéliens pensent qu'ISM a eu, en connaissance de cause ou pas, des contacts avec des terroristes palestiniens ou étrangers,⁶¹ d'où la peur de l'introduction d'un élément exogène

⁵⁵ Les premiers signes de défiance contre les internationaux datent de Noël 2001. Voir Isabel Kershner, "Seeking a Palestinian Mahatma Ghandi", *The Jerusalem Report*, 11 février 2002.

⁵⁶ Dans les premiers jours de l'offensive sept internationaux sont blessés par des éclats lors d'une manifestation à Jérusalem. Voir Danielle Gusmaroli, "Britons tell of bullets terror on peace march", *The Evening Standard (London)*, 2 avril 2002. Par ailleurs, l'ensemble de la 12^{ème} mission se fait refouler à son arrivée à l'aéroport.

⁵⁷ Voir Tracy Wilkinson & Mary Curtius, "Arafat Tours Ruins", *Los Angeles Times*, 3 mai 2002.

⁵⁸ *"Nous dénonçons les arrestations et les expulsions des délégations des missions civiles. Nous dénonçons la criminalisation par Israël de notre activité comme mission civile internationale"* communiqué du 9 avril; voir note 46. Il est intéressant de constater que la capacité des militants à s'opposer aux forces de l'ordre israéliennes, à utiliser l'instrument juridique et à s'allier à un réseau d'avocats israéliens militant contre la politique de l'Etat correspond bien à l'idée des *Enhanced elites* et *Powerful people* de Rosenau, *Turbulence in World Politics*, op. cit., 315-387.

⁵⁹ Entretien avec A., militante ayant participé à plusieurs missions (4 juillet 2003).

⁶⁰ Entretien avec Y. Boussouma (11 juillet 2003).

⁶¹ *"Il a été prouvé qu'il y avait un genre de coopération (...) des contacts entre des représentants de ces organisations (...) et des terroristes qui ont mené des attentats contre des Israéliens, ce qui*

dans l'équation sécuritaire. De plus, la mort d'une militante d'ISM et les graves blessures de deux autres⁶² confortent l'argument selon lequel Tsahal ne peut, dans une zone de guerre, assurer la sécurité des internationaux. Enfin, le mouvement est perçu, du fait des origines de certains de ses fondateurs, comme palestinien.⁶³

N. Zvili distingue très clairement entre organisations humanitaires et organisations politiques. Les premières sont toujours légitimes et appréciées par Israël; les secondes par contre ont outrepassé la légalité par des liens étroits avec des terroristes ou des radicaux qui *"sont des forces qui luttent au sein du peuple palestinien contre la possibilité d'arriver à un accord politique. (...) [Les organisations politiques] ne contribuent [donc] en rien au processus"*, regrette-t-il.⁶⁴ La suspicion des autorités israéliennes vis-à-vis de ces mouvements – et qui semble largement partagée par la population – a aussi d'autres sources: d'abord les signes d'antisémitisme décelés dans certains discours et comportements notamment lors de manifestations pro-palestiniennes en France, puis le sentiment que la société civile française ne voit qu'une seule face de la réalité.⁶⁵ Et enfin la convergence perçue entre les ONG séculières altermondialistes et les extrémistes religieux dans leur commune opposition aux Etats-Unis et à leurs alliés.⁶⁶

Ce qui ressort finalement du côté israélien, ce n'est pas tant une opposition de principe à l'existence de mouvements de solidarité dans les TO qu'une méfiance vis-à-vis de leurs façons d'être et d'agir, telles qu'elles sont ressenties et

est déjà une violation d'un principe de base. Dès ce moment-là - je parle du ISM - ils sont devenus aux yeux des Israéliens beaucoup plus dangereux parce que ici on introduit dans le conflit un 3^{ème} élément (...) extérieur"; entretien avec un diplomate de l'ambassade d'Israël en France (10 juillet 2003). Quant à eux, les militants réfutent les allégations israéliennes concernant une quelconque couverture par ISM d'activités terroristes, ces allégations ne reposant selon eux sur aucune preuve tangible et sérieuse.

⁶² Il s'agit de Rachel Corrie (EU), écrasée par un bulldozer le 16 mars 2003, de Brian Avery (EU) blessé à la figure le 5 avril, de Tom Hurndall (GB) atteint à la tête et dans le coma depuis le 11 avril 2003. Pour les militants il ne s'agit pas d'accidents mais de signaux délibérés pour décourager les internationaux. Pour les diplomates israéliens, il s'agit d'erreurs regrettables qui ont fait l'objet d'enquêtes internes dont les résultats ont été communiqués aux ambassades concernées et n'ont pas été contestés.

⁶³ La réalité est un peu plus nuancée puisque parmi les fondateurs il y a une Israélienne, Neta Golan, une Palestino-Américaine, Huwaida Arraf, et un Juif Américain, Adam Shapiro. Il semblerait que des Juifs Américains comptent pour près du quart ou du tiers des effectifs du mouvement. Voir le reportage de Nicholas Blincoe, "A Love under fire", *The Guardian (London)*, 31 mai 2003.

⁶⁴ Entretien avec N. Zvili (3 septembre 2003). Un autre diplomate précise que les internationaux *"contribuent à accentuer les points de divergence. Ils sont actifs sur les points les plus fragiles du conflit. (...) Quand ils rentrent dans des zones de combats et se mettent en danger et parfois incitent les Palestiniens à se révolter (...) au lieu de contribuer vraiment peut-être à calmer la situation, à avancer vers des discussions politiques (...) ils accentuent le conflit"*; entretien avec un diplomate de l'ambassade d'Israël à Paris (3 septembre 2003).

⁶⁵ *"[Les militants] laissent peut-être la face la plus visible du conflit créer leur opinion (...) où les amalgames sont très faciles. Les images superficielles du faible contre le fort deviennent pour eux la seule explication du conflit sans vraiment apprécier et comprendre (...) l'histoire du conflit"*, entretien avec un diplomate de l'ambassade d'Israël à Paris (10 juillet 2003)

⁶⁶ *"If they are civil movements who are cooperating with Islamic movements – you can find it all over, extreme gauche and religious extremists... it is amazing, the cooperation between them!– this is the wrong way [for the civil movement to play a role in such a conflict] ... civil movements won't have any support"*, entretien avec un diplomate de l'ambassade d'Israël à Paris (8 septembre 2003).

interprétées.⁶⁷ Ce qui inquiète, et semble blesser aussi, c'est la virulence de la dénonciation sans appel de la politique israélienne et l'indifférence par rapport aux préoccupations, aux peurs et aux insécurités des Israéliens, en un mot la partialité (*one-sidedness*) de ces mouvements. Cependant, au vu de ce qui ressort de l'étude de la CCIPPP, un décalage apparaît entre cette perception et la réalité de la Campagne, décalage qui peut être analysé comme un avatar de la méfiance entre Israéliens et Palestiniens.⁶⁸ De fait, les militants de la CCIPPP ne correspondent pas vraiment à l'idée que s'en font les Israéliens: la moyenne d'âge est confortable et nombreuses sont les personnes engagées depuis longtemps dans la vie active et le militantisme politique ou associatif et qui, par ailleurs, affichent un attachement réel à l'existence de l'Etat israélien à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. En outre, la participation active de militants d'origine juive et arabe qui se revendiquent comme tels et travaillent ensemble se veut une négation du communautarisme et de l'antisémitisme.⁶⁹ Ensuite, les militants n'affichent pas d'allégeance politique vis-à-vis de l'Autorité palestinienne: ils n'en défendent la légitimité qu'au nom du droit des Palestiniens à élire leurs dirigeants. Cette relation n'est pas donc une instrumentalisation pour eux, d'autant plus que la CCIPPP ne reconnaît comme partenaires que les sociétés civiles palestinienne et israélienne. Et s'ils refusent de condamner le terrorisme, ce n'est pas parce qu'ils le cautionnent, mais parce qu'ils estiment que la seule façon de le combattre est de comprendre les mécanismes qui le génèrent pour œuvrer à son dépassement: *"Oui on condamne la violence. Cela dit, voilà, la situation de violence elle est là. Comment on sort de cette situation de violence? C'est ça notre démarche (...) C'est ce qu'on travaille aussi avec les Palestiniens: comment on décide de dire que c'est horrible la mort? Ensemble, comment on se donne envie de vivre? Mais sans les juger"*.⁷⁰ D'où l'impression que les "malentendus" entre les autorités israéliennes et la CCIPPP semblent occulter une possible convergence objective entre la logique étatique et l'action des internationaux qui, convaincus par la force de la Société Civile, viennent et reviennent en Palestine, s'appliquant à "créer du lien", à "construire"...

Conclusion

Entre palliatif diplomatique et travail social

⁶⁷ N. Zvili rappelle que durant le processus de paix, entre 1993 et 1998, de très nombreuses initiatives visant à rapprocher les sociétés civiles israélienne et palestinienne avaient été soutenues tant par Israël que par l'Autorité palestinienne et des Etats et instances tiers. Entretien du 3 septembre 2003.

⁶⁸ *"Les étrangers solidaires des Palestiniens sont considérés comme leurs complices"*, rapporte Serge Constantin, "L'autre Front", *La Chronique d'Amnesty International*, septembre 2003, p. 9.

⁶⁹ Une militante présente ainsi la 9^{ème} mission à laquelle elle a participé: *"[c'est] une des premières missions porteuse d'un message 'Juifs Arabes ensemble contre l'injustice', il n'y a pas de bien et de mal, la frontière ne se situe pas là, la frontière elle est entre la justice et l'injustice, et nous Juifs et Arabes on se situe du côté de la justice, et on apporte ça comme image de nous et comme message"*; entretien avec G. (10 septembre 2003). Une autre militante précise le message: *"nous les Juifs et les Arabes de France, on est venu dire que le conflit n'est pas un conflit ethnique, qu'il n'est pas confessionnel, mais qu'il est politique, et qu'il faut lui trouver des solutions politiques, sinon on va se retrouver à l'âge de pierre"*; entretien avec A. (4 juillet 2003).

⁷⁰ Entretien avec G. (10 septembre 2003).

Après le refoulement de sa 12^{ème} mission, la CCIPPP a estimé essentiel d'assurer la pérennité de la présence des internationaux dans les TO et a contourné la difficulté en renonçant aux arrivées par groupe et en banalisant ses militants. Sous l'effet d'une maturation naturelle conjuguée au changement de la situation sur le terrain (réoccupation plus ou moins continue des TO et méfiance vis-à-vis des internationaux), les missions de la CCIPPP ont considérablement évolué: essentiellement itinérantes au début pour voir un maximum et en témoigner, elles tendent à se sédentariser et à développer des projets précis dans des lieux précis.⁷¹ Un exemple particulièrement intéressant est celui des missions Union Juive Française pour la Paix (UJFP)/Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF). Après une première expédition hautement symbolique en février 2002 (9^{ème} mission), une partie du groupe a souhaité revenir avec un projet, "Créer à Jénine" avec les habitants du camp,⁷² et discuter avec eux au sein d'un premier forum social.⁷³ Quelques mois plus tard, une partie du groupe revient encore, toujours pour créer et construire avec les Palestiniens. Parallèlement à cet exemple caractérisé par la qualité des liens qu'il tisse et la conscience politique qu'il comporte,⁷⁴ des projets de toute nature ont fleuri.

Ce travail social dans lequel les missions s'investissent de plus en plus comporte trois dimensions essentielles. Un militant résume bien la première: *"Il est important pour les Palestiniens de savoir qu'il y a des personnes qui ont leur confort dans les pays occidentaux, qui n'ont pas besoin de se faire c.... avec la cause palestinienne (...) mais qui viennent partager cette douleur, qui viennent la voir, la constater. (...) Ça s'inscrit dans la lutte contre l'intégrisme (...), dire à ces Palestiniens 'vous êtes pas seuls, vous n'êtes pas tous obligés de sauter comme les kamikazes, il y a des gens qui partagent votre cause, d'une façon ou d'une autre, chacun selon ses possibilités'"*,⁷⁵ autrement dit travailler à *"cette personnalisation affective des rapports que l'on construit avec les gens là-bas"*⁷⁶ et ce faisant, sauvegarder leur humanité et les préserver du désespoir. La deuxième dimension est non moins importante: contribuer à une reprise du dialogue entre Palestiniens et Israéliens, au niveau citoyen, en œuvrant au renforcement du triangle formé

⁷¹ Cette évolution a été soulignée par plusieurs militants. Une personne en parle comme d'un souci d'apporter une nouvelle "qualité d'être" auprès des Palestiniens; entretien avec F. (10 septembre 2003).

⁷² *"On est resté dix jours dans le camp avec un projet, avec un travail avec les habitants du camp, avec les enfants du camp, une construction vraiment avec les gens du camp. On ne venait pas pour observer et témoigner... au final on avait beaucoup d'éléments à retransmettre à notre retour. Mais la forme était tout à fait différente. (...) On venait vraiment partager quelque chose avec les Palestiniens. (...) Il s'agit de s'inscrire dans une vraie construction avec les Palestiniens"*, entretien avec E., militante ayant participé à plusieurs missions (18 septembre 2003); *"On avait décidé de faire une première mission (...) en disant on va choisir une nouvelle forme basée sur la création, avec les Palestiniens, pas pour eux. Les rendre visibles à travers quelque chose, les rendre visibles là-bas et ici"*, entretien avec D., militante ayant participé à plusieurs missions (18 septembre 2003).

⁷³ Pour un bref récit, voir Warschawski, in Catherine Alcouloumbre & Laurent Baudoin, *op. cit.*, pp. 13-15.

⁷⁴ Quasiment la totalité des militants interrogés, y compris les coordinateurs, ont spontanément évoqué cette expérience en des termes similaires.

⁷⁵ Entretien avec C., militant ayant participé à une mission (8 septembre 2003).

⁷⁶ Entretien avec F. (10 septembre 2003).

par les trois sociétés civiles, palestinienne, israélienne et occidentale.⁷⁷ Enfin, il s'agit aussi de travailler les identités en France en associant notamment juifs et arabes. *"Ces missions ont (...) un rôle à jouer dans la déconfessionnalisation et la décommunautarisation de la solidarité (...)".*⁷⁸ Mais à ce niveau non plus l'évaluation n'est pas évidente et d'ailleurs la plupart des militants refusent de voir leur engagement et leur travail en mesure d'efficacité directe: *"Bien sûr il y a urgence, mais au fond il n'y a pas urgence. C'est-à-dire que si on ne construit pas, nos urgences elles ne servent à rien".*⁷⁹

Les militants de la CCIPPP se disent réalistes quant à la portée de leur action tant de protection que de construction et affirment d'emblée que *"L'intervention citoyenne internationale ne peut en aucun cas remplacer une force officielle que devrait constituer l'ONU afin d'assurer la protection du peuple palestinien"*.⁸⁰ Ils n'ont pas la prétention d'être une alternative ou un substitut aux Etats, tout au plus un palliatif, pour continuer à faire avec leurs moyens ce qu'ils peuvent, dans l'attente que la crise passe. Entre-temps, et dans l'indifférence des médias,⁸¹ ils demandent et redemandent l'intervention de leurs Etats et de l'Union européenne, tentent de faire bouger les opinions pour faire évoluer les positions des Leviathan.

L'une des voies possibles qui semble pourtant délaissée par les internationaux est le tissage de liens avec de plus larges sections de la société israélienne dont l'évolution conditionne les positions de l'Etat vis-à-vis du conflit. *"Ils doivent dialoguer avec les deux côtés"* affirme N. Zvili, et de poursuivre *"quand*

⁷⁷ *"L'action des missions civiles s'accomplit en étroite coordination avec les diverses organisations et associations palestiniennes et anticolonialistes israéliennes. L'engagement de ces dernières est précieux, pour confirmer le caractère politique de la confrontation. Il l'est aussi pour l'avenir des solutions recherchées. Nous formons un triangle d'action qui se veut le plus solidaire et le plus efficace possible", "La CCIPPP... Qu'est-ce que c'est ?", voir note 9. Plus spontanément, une militante affirme "je crois qu'on a joué un rôle pour qu'il y ait à nouveau une rencontre, que les confiances se réinstallent, et qu'on rende visible ce mouvement anti-colonial en Palestine... qu'il y avait de l'autre côté, peu peut-être, mais un groupe de gens déterminés pour la justice"; entretien avec G. (10 septembre 2003).*

⁷⁸ Cf. Warschawski, in Catherine Alcouloumbre & Laurent Baudoin, *op. cit.*, p. 17. Les témoignages suivant expriment bien la dynamique de reconstitution des identités générée par les missions: une militante d'origine arabo-musulmane affirme *"C'est là [au sein de la CCIPPP] qu'on a fait des liens avec les gens de l'UJFP. En fait on n'avait aucune raison de les rencontrer par ailleurs. (...) C'est presque grâce à la Palestine qu'on a pu travailler avec les Juifs de France sur des positions politiques"*; entretien avec D. (18 septembre 2003); une autre militante, juive, raconte: *"la question de Palestine me travaillait. Plus j'y pensais plus je me sentais révoltée par ce que je voyais dans les médias, ou dans les positions du CRIF. (...) J'ai appris que la mission devait être symbolique, juifs-arabes, ça m'a parlé, et j'ai eu envie de partir. (...) J'avais vraiment envie de casser l'image d'une communauté juive homogène qui n'aurait qu'une seule façon de penser"*; entretien avec B. (8 septembre 2003); une troisième, également juive, explique à son tour: *"Je suis d'origine marocaine. Le soi-disant conflit juif-arabe ou israélo-palestinien c'est quelque chose qui me touche dans ma famille. Je ne veux pas être ennemie avec les Arabes. Ça n'existe pas pour moi les conflits ataviques"*; entretien avec A. (4 juillet 2003).

⁷⁹ Entretien avec G. (10 septembre 2003).

⁸⁰ *"La CCIPPP... Qu'est-ce que c'est ?", voir note 9.*

⁸¹ L'intérêt de la presse est très sporadique. Il a atteint en France un pic en avril 2002 mais s'est vite essouffé. Il est intéressant d'ailleurs de signaler que le traitement de l'information reste essentiellement national: les médias tendent à parler des internationaux uniquement lorsque ceux-ci sont des compatriotes. Par exemple, la mort de Rachel Corrie, dont prennent acte quelques journaux anglo-saxons, est ignorée en France.

une organisation telle que ces organisations politiques veut essayer d'influencer, d'aboutir à des accords ou à une solution (...) elle doit être en relation avec les deux côtés. Elle doit discuter avec (...) tous les éléments de la société israélienne. Il faut aussi comprendre quels sont les doutes de l'autre côté (...) quelle réalité dans laquelle vit l'autre côté".⁸² De fait, la prégnance au sein de la population israélienne du sentiment d'insécurité et de la peur de l'anéantissement ne peut qu'être constatée et prise en compte. Sachant que l'évolution de l'opinion israélienne est essentielle pour une solution définitive du conflit israélo-palestinien, l'élargissement du dialogue à une plus grande partie de la société civile israélienne devient une option stratégique, de même que l'abandon d'une terminologie qui heurte de plein fouet l'identité et la mémoire d'une majorité d'Israéliens.⁸³ Malgré les maux dont il souffre actuellement, Israël reste une société ouverte où la liberté d'expression existe,⁸⁴ qui offre des possibilités de dialogue et d'échange. Au même titre que les opinions palestiniennes et occidentales, l'opinion israélienne pourrait être "travaillée" de l'intérieur, peut-être rassurée à un moment où la tentation du repli est puissante. Prenant le cas libanais, un diplomate rappelle quel a été le poids de la société civile israélienne dans la révision des positions gouvernementales et souligne l'importance d'une combinaison entre société civile et volonté politique.⁸⁵ On pourrait dire plutôt des interactions entre sociétés civiles et volontés politiques, interactions complexes entre mondes multi-centré et stato-centré dont aucun ne peut prétendre aujourd'hui être complètement affranchi de l'autre.

L'hypothèse de départ était que la présence d'internationaux a influencé de façon irréfutable l'évolution de certaines situations sur le terrain mais n'a eu qu'un impact limité sur le déroulement et le dénouement de la crise, l'efficacité réelle de la mobilisation ne pouvant se mesurer que par défaut, au travers de sa capacité à gêner, non pas à contraindre l'Etat, dans une démonstration des limites du

⁸² Entretien avec N. Zvili (3 septembre 2003). Les autres diplomates israéliens consultés ont également insisté de leur côté sur la nécessité d'une ouverture à l'ensemble de la société israélienne. Une participante palestinienne à un débat entre pacifistes israéliens et palestiniens auquel ont contribué les militants de la 18^{ème} mission partage aussi cet avis: "**Il est important maintenant, devant la catastrophe qui est devant nous, de faire un vrai travail de réseau entre tous les intervenants qui soutiennent le peuple palestinien. Il faut aussi qu'on fasse un pas vers la société israélienne, que des Français comme vous aillent voir la communauté juive, en Israël mais aussi en France**", Catherine Alcouloumbre & Laurent Baudoin, *Choses vues en Palestine*, op. cit., p. 149.

⁸³ Sur la violence de cette terminologie, voir Marc Knobel, note 34.

⁸⁴ Israël "**est une démocratie menacée dans son existence (...), qui doit utiliser la force pour se protéger et mener différents actes qui peuvent être en conflit avec des valeurs de base et elle doit naviguer parfois entre des conditions contradictoires. (...) Mais il y a toujours une ouverture politique, un système juridique indépendant... des relations internationales avec une ouverture vers l'extérieur (...) Israël reçoit en permanence (...) des hommes politiques et des organisations et des mouvements**"; entretien avec un diplomate de l'Ambassade d'Israël à Paris (10 juillet 2003).

⁸⁵ "[For Lebanon], eventually (...) the influence of people was effective in a way. You don't know how it starts. (...) Sometimes people from the society (...) civilians can affect, but also when there is the political will. A combination of these can be effective"; entretien avec un diplomate de l'Ambassade d'Israël à Paris (10 juillet 2003).

transnational là où l'étatique reste souverain. Cette hypothèse se vérifie tant pour l'épisode de la Mouqataa que pour son "après" dans la mesure où l'Etat israélien, au nom de la sécurité de ses citoyens, ne modifie pas sa politique dans les TO et parvient à en réduire l'accès aux internationaux. Mais au cours de l'enquête, elle s'est avérée trop étroite pour intégrer les diverses dimensions de la mobilisation de la CCIPPP et de ses interactions avec les Etats, en particulier Israël, dans la confrontation, le contournement et peut-être, un jour, la coopération. Car force est de constater que les logiques des mondes stato-centré et multi-centré sont, quoique différentes, potentiellement convergentes: alors que les Etats œuvrent à faire la paix selon des stratégies et des temporalités propres, les citoyens –occidentaux mais surtout israéliens et palestiniens– tentent de la construire activement par le bas, au quotidien, dans l'espoir que *"ces sociétés civiles, très dynamiques d'un côté comme de l'autre, [soient] la clef d'une sortie par le haut du chaos actuel"*.⁸⁶

⁸⁶ Aurélie Carton, "A quoi servent les droits de l'Homme?", *La Chronique d'Amnesty International*, septembre 2003, p. 15.